



SOMMAIRE :

- **ACTUALITÉS INTERNATIONALES :**

1. *Donald Trump contre Xi Jinping : jusqu'ou iront les tensions entre la Chine et les Etats-Unis ?*
2. *Angela Merkel plaide pour un renforcement de la défense européenne*
3. *On voit émerger des études sur les Balkans*
4. *L'union pour la méditerranée cherche à se renforcer*

- **LES ENJEUX DE LA DÉFENSE FRANÇAISE :**

Comment la France garde une influence chez Airbus, Dassault, Safran, Thales

- **INDUSTRIE ET ECONOMIE :**

Le Parlement britannique devra être consulté sur l'activation du Brexit

- **GRANDS PROBLÈMES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ:**

La menace jihadiste grandit aussi sur Internet

Jacques Raimond

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

1 – L’actualité de défense, en cette semaine 04, ce sont les premières décisions du président américain, Donald Trump :

Donald Trump contre Xi Jinping : jusqu’où iront les tensions entre la Chine et les Etats-Unis ? (Figarovox – Jean-Michel Quatrepoints)

Trump a un objectif en tête: recréer de l’emploi, de la valeur ajoutée et de la matière fiscale aux États-Unis. C’est America First. Quand il regarde la balance commerciale des Etats-Unis, il constate que les déficits commerciaux continuent d’exister, notamment vis-à-vis de la Chine (autour de 370 milliards de dollars), de l’Allemagne (80 milliards) et du Mexique (60 milliards). En 2016, la Chine a encore fait globalement 510 milliards de dollars d’excédents commerciaux. L’Allemagne près de 300. Ce n’est pas un hasard si, depuis le début de sa campagne jusqu’à maintenant, Trump vise la Chine et l’Allemagne. Il cible les deux grands pays mercantilistes de la planète.

Retrouvez l’intégralité de l’article avec ce lien :

<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2017/01/20/31002-20170120ARTFIG00265-donald-trump-contre-xi-jinping-jusqu-o-iront-les-tensions-entre-la-chine-et-les-etats-unis.php>

2 – La défense européenne revient au goût de certains dirigeants :

Angela Merkel plaide pour un renforcement de la défense européenne (Ouest France)

Angela Merkel a invité les pays membres de l’Union européenne à accroître leur coopération en matière de sécurité et de défense parce qu’il n’existe pas de « garantie de pérennité » dans

les relations entre l'UE et les États-Unis. La chancelière n'a pas mentionné Donald Trump, mais le président américain avait menacé pendant sa campagne électorale de revoir la contribution financière de son pays à l'OTAN. « Je suis convaincue que l'Europe et l'Union européenne doivent apprendre à prendre davantage de responsabilité dans le monde à l'avenir (...). Ne soyons pas dupes : du point de vue de certains de nos partenaires traditionnels, il n'existe aucune garantie de pérennité d'une coopération étroite avec nous Européens », a déclaré Angela Merkel le 12 janvier à Bruxelles. En novembre dernier, la chancelière avait indiqué que l'Allemagne allait s'atteler à augmenter son budget de défense pour qu'il atteigne l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN. Lors du conseil européen de décembre dernier, les pays de l'UE ont adopté un ensemble de mesures préliminaires pour augmenter leur coopération de sécurité et de défense.

3 – On voit émerger des études sur les Balkans (IRIS) :

Depuis la fin des guerres yougoslaves, la région balkanique est retournée sous les radars, à la périphérie de l'intérêt de la communauté internationale mais aussi des chercheurs et analystes. Vu la recrudescence des crises et conflits ailleurs dans le monde depuis une quinzaine d'années, cette négligence est compréhensible. Elle semble cependant erronée, ce pour deux raisons. En premier lieu, bien que la région se trouve dans une situation de paix négative qui a relativement peu de chance de dégénérer en un conflit ouvert à brève échéance, de nombreux signaux inquiétants s'amoncellent ces derniers temps, y compris dans l'optique d'une lutte de puissances entre l'Union européenne et la Russie. Ensuite, les études balkaniques, trop négligées, offrent pourtant aux observateurs de nombreuses clés de lecture afin de rendre intelligible la montée actuelle des tendances nationalistes et populistes partout en Occident. Le 17 janvier, le département du Trésor américain a annoncé avoir gelé les avoirs de Milorad Dodik, président de la République serbe de Bosnie, l'une des deux entités composant la Bosnie-Herzégovine, pour avoir violé les Accords de Dayton^[1] en organisant un référendum sur le

maintien de la date du 9 janvier comme fête nationale, alors que celle-ci a été jugée discriminatoire par la Cour constitutionnelle de Bosnie.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/87736-pourquoi-les-balkans-comptent/>

<http://www.iris-france.org/87849-pourquoi-les-balkans-comptent-partie-2/>

4 – L'union pour la méditerranée cherche à se renforcer :

(Le Figaro – Thierry Portes)

Seule organisation réunissant les pays de la Mare nostrum, l'Union pour la Méditerranée (UPM), a fait valoir, lundi et mardi à Barcelone, que ses projets participaient à la réponse aux défis sécuritaire et migratoire. Les ministres de l'UPM, réunis lundi 23 et mardi 24 janvier à Barcelone, se sont accordés pour renforcer le rôle de cette structure de coopération régionale, en lui permettant à l'avenir d'aller chercher elle-même des financements à ses projets. La principale action de cette instance de dialogue, réunissant 43 pays des deux rives de la Méditerranée, est d'offrir son label à des opérations de développement, facilitant ainsi leurs financements par les banques européennes (Berd et BEI) ou les États concernés

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.lefigaro.fr/international/2017/01/24/01003-20170124ARTFIG00203-l-union-pour-la-mediterranee-cherche-a-se-renforcer.php>

LES ENJEUX DE LA DÉFENSE FRANÇAISE :

Comment la France garde une influence chez Airbus, Dassault, Safran, Thalès (La Tribune)

Désormais l'État peut peser sur l'avenir de Dassault Aviation à la mort de Serge Dassault et protéger ses intérêts stratégiques La Cour des comptes a décerné un satisfecit à l'État actionnaire pour la gestion de ses participations dans la défense et l'aéronautique. En dépit de la cession régulière de ses participations, la protection des intérêts nationaux reste une préoccupation constante de l'État La Cour des comptes a décerné un satisfecit à l'État actionnaire pour la gestion de ses participations dans la défense et l'aéronautique. En dépit de la cession régulière de ses participations, la protection des intérêts nationaux reste une préoccupation constante de l'État. Contrairement à d'autres secteurs, la Cour des comptes a décerné un satisfecit à l'État actionnaire pour la gestion de ses participations dans la défense et l'aéronautique. Ce qui n'avait pas été le cas en 2013 Selon les sages de la rue Cambon, cette gestion a abouti à « des résultats positifs, en particulier pour les anciens arsenaux transformés en sociétés (DCNS et GIAT Industries, ndlr), qui ont pu mener leur restructuration tout en conservant des compétences de pointe reconnues internationalement ».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/comment-la-france-garde-une-influence-chez-airbus-dassault-safran-thales-633486.html>

INDUSTRIE ET ÉCONOMIE :

Le Parlement britannique devra être consulté sur l'activation du Brexit (Le Monde – avec AFP)

La Cour suprême britannique a jugé mardi 24 janvier que le gouvernement britannique devra consulter le Parlement de Westminster avant de lancer les négociations de sortie de l'Union européenne (UE), mais pas celui des parlements écossais et nord-irlandais. Nombre d'observateurs s'attendaient à voir les onze juges confirmer la décision de la Haute Cour de Londres selon laquelle le déclenchement de l'article 50 du traité de Lisbonne – qui lancera les négociations de sortie avec Bruxelles – requiert l'aval des députés. Prête à gérer ce revers, Theresa May, qui a promis de lancer le processus de divorce avant la fin de mars, a mis ses troupes gouvernementales en ordre de bataille pour qu'elles lancent les débats au Parlement le plus rapidement possible. Si la première ministre conservatrice ne dispose que d'une étroite majorité à la Chambre des communes, elle ne devrait néanmoins pas avoir de difficultés à faire voter le Parlement en faveur du déclenchement des négociations, le Labour, principal parti d'opposition, ayant promis de ne pas le bloquer.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

http://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2017/01/24/le-parlement-britannique-devra-etre-consulte-sur-l-activation-du-brexit_5068069_4872498.html

GRANDS PROBLÈMES DE DÉFENSE

ET DE SÉCURITÉ:

La menace jihadiste grandit aussi sur Internet (L'Orient le Jour – Michel Mouton – AFP)

Le recours à des cybermercenaires par el-Qaëda ou l'EI est envisageable.

Un cyberattentat de grande ampleur, qui causerait des dégâts physiques ou même des morts, n'est peut-être pas encore à la portée des groupes jihadistes, mais cela pourrait changer sous peu et il faut s'y préparer, estiment des officiels français. D'autant qu'ils sont déjà en mesure de trouver, auprès de hackers et de mercenaires de l'ère digitale prêts à tout pour de l'argent, les capacités techniques qui leur manquent pour utiliser internet pour autre chose que de la propagande et du recrutement, ajoutent-ils. « Daech (acronyme arabe du groupe État islamique), el-Qaëda, tous les groupes terroristes aujourd'hui : nous avons le sentiment que pour l'instant ils ne disposent pas des compétences offensives cyber », déclare Guillaume Poupard, directeur de l'Agence nationale française des systèmes d'information (ANSSI). « Ces compétences sont compliquées à acquérir, même si ce n'est pas l'arme atomique. Avec quelques dizaines de personnes, un petit peu d'argent mais pas tant que ça, il y a la possibilité d'être efficace. Ils pourraient monter en compétence. Nous avons le sentiment que pour l'instant ils n'y sont pas. Ils ont d'autres soucis et c'est compliqué pour eux », ajoute-t-il à Lille (France) où il a participé mercredi au 9e Forum international de la cybersécurité. « Les voir à court terme mener des attaques informatiques avec des impacts majeurs, on n'y croit pas trop. En revanche, ça pourrait changer très vite. Notre vraie crainte, et on y est peut-être déjà, c'est qu'ils utilisent les services de mercenaires. Ce sont des gens qui feraient tout et n'importe quoi pour de l'argent », ajoute-t-il.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.lorientlejour.com/article/1031692/la-menace-jihadiste-grandit-aussi-sur-internet.html>